

Prise de parole - Manifestation 15 Mai 2014

Le 18 mars 240.000 personnes dans toute la France. Le 12 avril, ce sont 100.000 personnes qui ont manifesté à Paris. Le 1^{er} mai a rassemblé 200.000 personnes en France, qui ont manifesté contre le pacte de responsabilité du gouvernement socialiste. Ce pacte de responsabilité a été signé par seulement deux organisations syndicales : la CFDT et la CFTC. Ces organisations, selon la représentativité établie en mars 2013, ne représentent que 35% des salariés. Ce pacte doit être immédiatement retiré.

La colère et grande ! M. Hollande doit se rappeler qu'en 2012 76% des Français voulaient prioritairement l'augmentation des salaires. M. Hollande et le gouvernement socialiste ont trahi les salariés, au profit du capital.

Quelques exemples :

- Pendant la campagne électorale de 2012, M. Hollande affirmait que le traité européen «Merkosy» ne pouvait pas être ratifié en l'état. Le lendemain de son élection, il ratifiait ce traité, sans changer une virgule. Ce traité toxique impose l'austérité et le corset budgétaire sous peine de sanctions européennes automatiques.
- Sur ordre du MEDEF, Mr Hollande a mis en place l'accord dit de sécurisation de l'emploi. Cet accord autorise la mobilité interne forcée dans les entreprises, permettant aux patrons de vous muter partout, ou de vous changer de poste à volonté. Si vous résistez, vous serez licencié individuellement pour motif économique ! L'accord sécurise les licenciements et prive les salariés de leurs droits, en rendant plus difficile l'accès à la justice prud'homale. Et cet accord renferme bien d'autres mauvais coups.
- La hausse de la TVA.
- Le traité transatlantique.

Voilà quelques exemples, mais la liste est longue. Pour les salariés, chômeurs, retraités et jeunes, ces politiques sont synonymes de diminution des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux, mais aussi de dégradation des conditions de travail et de vie. Pour la classe dominante, les patrons et les financiers, ce sont des allègements de cotisations, une cascade d'aides publiques et de nouvelles facilités de licenciement.

Le contribuable offre au patronat 240 milliard d'euros d'aides par an au prétexte de défendre l'emploi. M. Hollande fait des dons au patronat sans conditions. Ces cadeaux pèsent très lourd et représentent 4 000 € de prélèvement par an et par Français. C'est autant de manque à gagner pour les foyers. Pendant que certains se serrent la ceinture, les patrons se gavent sur leurs dos. Bien entendu ces cadeaux s'ajoutent aux milliards déjà volés par le capital sur les richesses créées par le travail des salariés. Depuis 40 ans ce sont 200 milliards par an qui passent des poches des travailleurs à celles des capitalistes.

François Hollande ne sait plus comment convaincre l'opinion de croire en une baisse du chômage. Aussi a-t-il, conditionné sa candidature à un second mandat à un recul du chômage. C'est dire s'il a lui-même assez peu confiance dans la réussite de son «pacte de responsabilité» et dans les mesures d'austérité annoncées par Manuel Valls. Austérité... un mot tabou que le Premier Ministre réfute alors qu'il a annoncé aux fonctionnaires que le point d'indice sera gelé jusqu'en 2017.

Austérité. Le vilain mot. La vilaine chose. Le locataire de Matignon refuse de dire «se serrer la ceinture», mais préfère dire «contribuer à l'effort commun». D'après M. Valls "Il ne s'agit pas d'un plan d'austérité", argumentant que l'austérité "ce serait d'empêcher la création d'emplois publics".

Ce pacte de responsabilité, c'est 30 milliards d'euros de cadeaux au patronat, ce qui représente 500 € de prélèvement supplémentaire sur chaque Français. Les salariés, les privés d'emploi et les retraités seront les seuls à régler la facture. Salariés, chômeurs et retraités mobilisons-nous pour que le gouvernement utilise ces milliards d'euros pour répondre à nos besoins, car ces milliards sont à nous !

Face aux mesures d'austérité qui nous emmènent dans le mur, nous revendiquons l'augmentation des salaires, des pensions de retraites et des minima sociaux.

Nous revendiquons l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Nous revendiquons la reconnaissance de nos qualifications.

Ces politiques ont pour but de résoudre la crise du taux de profit au détriment des travailleurs. La crise dure depuis 40 ans, c'est une crise du taux de profit, c'est une crise de l'accumulation du capital.

Que dire de la réforme territoriale ?

M. Hollande et le parti socialiste, sur ordre de l'Union Européenne et du capital, sans consultation des citoyens, vont bouleverser toutes les collectivités territoriales de France avant 2016, pour l'asservir aux exigences des Etats Unis d'Amérique dans le cadre du traité transatlantique.

Manuel Valls a annoncé le 8 avril, la suppression des cotisations patronales des salariés payés au Smic, à partir du 1er janvier 2015.

Plus d'1 million de fonctionnaires sont au SMIC. Des dizaines de milliers d'entre eux subissent des temps partiels imposés et n'ont qu'une fraction de salaire. Et c'est la même chose dans le privé.

De l'argent il y en a pour le capital, le total des aides et exonérations fiscales et sociales pour les entreprises (financées par l'argent public) : 240 milliards par an. Cet argent est le résultat de notre travail, cet argent nous appartient.

Nous exigeons :

- L'arrêt immédiat des aides accordées aux entreprises.

- Un SMIC à 2000 € bruts par mois soit 1540 € nets par mois.

- L'augmentation significative de tous les salaires de 15 % compte tenu du retard accumulé.

- La refonte des grilles salariales pour une meilleure reconnaissance des qualifications.

- Un statut du travailleur pour nous libérer des féodalités du capital.

- Des perspectives de carrière.

- Une protection sociale 100 % Sécurité Sociale.

- La retraite à 55ans pour tous et à 50 ans pour les métiers pénibles.

- Pas une retraite en dessous du SMIC.

Nous, salariés, sommes les seuls créateurs de richesses, il faut reprendre nos richesses, pour qu'elles nous servent. Seul l'engagement syndical CGT et la mobilisation pourront changer la société.